Macron ne veut pas choisir son camp… je croyais que son camp c’était la France…

écrit par Manuel Gomez | 16 février 2024

Le président de la République française, Emmanuel Macron et le président du Conseil européen donnent une conférence de presse conjointe après un déjeuner de travail au palais de l'Elysée à Paris, France, le 11 janvier 2021. © Stéphane Lemouton/Bestimage

Il y a douze siècles les soldats de Mahomet avaient tenté de conquérir l'Occident par les armes et d'y installer l'islam. Ils ont échoué en franchissant les Pyrénées et ont dû se satisfaire d'occuper la péninsule ibérique durant sept siècles, mais ils se sont tout de même, après l'avoir conquise, installés définitivement en Afrique-du-Nord, qu'ils ont islamisée par la force et par le sabre.

Douze siècles plus tard leur objectif est identique mais leur stratégie est différente : totalement conscients qu'ils ne pourront parvenir à atteindre ce but obsessionnel en employant la force, ni aujourd'hui, ni dans un proche futur, ils ont décidé, depuis quelques décennies, la stratégie de

l’infiltration, par la confiance et la naïveté de nos sociétés occidentales : pénétration des partis politiques, des syndicats, du monde associatif, universitaire et même sportif et implantation dans le système local.

Et ils y parviennent parfaitement grâce à la volonté d’une Union Européenne qui l’encourage ouvertement et avec l’appui d’une certaine gauche qui a toujours été leur alliée : communistes, extrême gauche et, aujourd’hui, La France Insoumise, mais soumise à leur idéologie. (Souvenons-nous de la guerre d’Algérie et de leur soutien aux ennemis de la France, tous ces traitres « Porteurs de valises »).

Les « Frères Musulmans » ont pour objectif majeur l’hégémonie islamique mondiale et c’était en France notamment le rôle principal attribué à l’UOIF, renommée récemment, en 2017, « Musulmans de France » et cela uniquement par stratégie politique, appliquée selon leur meilleure méthode : La dissimulation.

Fondée en 1983, par des étudiants et réfugiés islamistes d’origine tunisienne et syrienne, et par des militants des quartiers périphériques parisiens et de grandes villes de province, d’appartenance musulmane mais originaires d’Afrique-du-Nord, l‘UOIF avait fédéré plus de 200 associations responsables des lieux de culte et fondé un Conseil Théologique. Elle s’était affiliée à la Fédération des Organisations Islamiques Européennes.

Plusieurs de ses cadres sont membres de l’Union Internationale des Savants Musulmans, basée au Qatar et qui fut longtemps dirigée par le principal théologien des Frères Musulmans, Youssef Al-Qaradawi.

Autre branche de ce même arbre, le Conseil Théologique Musulman de France (CTMF), créé en 2015 et adapté aux musulmans paraissant vivre et accepter le système républicain français.

Ces associations n'étant pas suffisamment proches de la politique actuelle du pouvoir, le banquier d'affaires, Hakim El Karoui a lancé l'AMIF (Association Musulmane pour un Islam de France), créée en Avril 2019 et déjà auteur de plusieurs rapports justement sur l'islam en France. La majorité de ses cadres sont également des proches et anciens membres de l'UOIF.

Ses objectifs : financer la formation des imams, la construction de mosquées, la prévention de la radicalisation, la lutte contre le racisme, en particulier évidemment contre le racisme antimusulman.

Ses moyens : Un financement par des prélèvements sur toute l'économie islamique (Pèlerinage, Halal, Services funéraires, Festivités, etc.) comme cela se pratiquait à l'époque de la guerre d'Algérie, par le FLN et le MNA, auprès de tous les travailleurs, commerçants et entreprises musulmanes de France.

Son projet majeur : Création d'un Conseil Théologique National destiné à obtenir un traitement juridique spécifique pour les musulmans français.

L'AMIF étant le moyen idéologique d'islamisation des musulmans français dans l'objectif de parvenir à un séparatisme communautaire.

Cet objectif stratégique n'aura aucune difficulté à être atteint, n'a-t-il pas déjà commencé à l'être ? Un exemple : pour la première fois depuis sa « naissance » notre pays, la France métropolitaine, possède depuis 2023 un département à communauté et religion musulmane *(Source INSEE)* Il s'agit de la Seine-Saint-Denis puisque « *51% de sa population appartiennent à la religion musulmane* ». Cette communauté pratique le séparatisme et s'oppose aux directives de notre République et dans nos rues aux forces de l'ordre impuissantes.

Et il n’y a aucune raison que cela change puisque le Président de la République, Emmanuel Macron, estime que ni l’immigration, ni la religion musulmane, ne sont responsables de l’état de la France actuelle, ni des émeutes qui se produisent régulièrement et ne cesseront pas. Il se montre totalement hostile aux propositions des « Républicains » et du « RN » et apportera ainsi son soutien aux objectifs de ceux qui souhaitent contrôler bientôt notre pays !

Ne s’est-il pas prononcé sur son silence notamment lors des émeutes, mais également lors de la marche contre l’antisémitisme et encore hier lors de ses déclarations contre Israël, auprès de son Président (Qui d’ailleurs n’en a rien à foutre !) : « *Il ne faut pas, quand on se trouve en pleine émotion, prendre la parole car alors* ***« il faut choisir son camp ».*** En une simple phrase le Président de la République hésiterait donc à « choisir son camp ».

Et moi qui croyais que « son camp » c’était d’abord la France !

Manuel Gomez